

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 08/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TEINTURES ET APPRETS DANJOUX

ZI les Guérins
BP 18
42124 Le Coteau

Références : UID4243-EAR-23-077
Code AIOT : 0011000005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2023 dans l'établissement TEINTURES ET APPRETS DANJOUX implanté ZI Les Guérins BP18 42120 Le Coteau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une réunion initiée par l'exploitant. Cette dernière avait pour objectif de présenter à l'inspection l'état d'avancement des études engagées dans l'objectif de mise en conformité des rejets aqueux. Elle a également été l'occasion d'examiner les actions correctives mises en oeuvre par l'exploitant pour lever les non-conformités identifiées lors de l'inspection réalisée le 21 octobre 2022 et pour lesquelles les échéances fixées sont échues.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET APPRETS DANJOUX
- ZI Les Guérins BP18 42120 Le Coteau
- Code AIOT : 0011000005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TAD est une société spécialisée dans la teinture et les apprêts de la maille.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- présentation des conclusions de l'étude externe visant à examiner les solutions de traitement des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 3 | Rejets en aluminium, suivi rapport inspection 2022 | Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 32 | / | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Rejets aqueux, suivi rapport inspection 2022 | Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°1 | / | Sans objet |
| 2 | Rejets aqueux, suivi rapport inspection 2022 | Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°2 | / | Sans objet |
| 4 | Rétentions, suivi rapport inspection 2022 | Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°8 | / | Sans objet |
| 5 | Stockage des déchets, suivi rapport inspection 2022 | Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°9 | / | Sans objet |
| 6 | Vanne d'obturation des réseaux, dépotage soude, suivi rapport inspection 22 | Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°10 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a entrepris des démarches pour améliorer la qualité des rejets aqueux de son entreprise.

2-4) Fiches de constats

| |
|---|
| Référence réglementaire : Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022, point de contrôle n°1, non-conformité : Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°313/DDPP/2021 du 24 juin 2021 ne sont pas complètement respectées. Pour le cas de la DCO, des actions visant à la mise en conformité ont été engagées, mais des travaux complémentaires sont nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées. Ainsi, l'objectif de mise en conformité des rejets au 30 juin 2022 n'a pas été atteint.</p> <p>Considérant les travaux déjà réalisées, l'amélioration de la qualité des rejets pour le paramètre HCT et les engagements de l'exploitant au travers de son plan d'actions à poursuivre des investissements pour atteindre le respect des valeurs limites d'émissions imposées, l'inspection propose à madame la préfète de la Loire de ne pas engager les suites prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'accorder à la société Teintures et Apprêts Danjoux des délais supplémentaires selon le calendrier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmission des conclusions de l'étude externe visant à déterminer des solutions de traitement sous un délai de 3 mois, - validation de la solution technique et proposition d'un échéancier de réalisation sous un délai de 6 mois. Cette échéance devra être argumentée, elle s'appuiera notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production, le coût des travaux et les capacités de l'entreprise à les financer. <p>Constats : Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant, accompagné de son conseil IRH a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un état des lieux de l'ouvrage existant, - les résultats de campagnes de mesures, - les conclusions de l'audit et les solution envisageables pour améliorer les performances de l'ouvrage épuratoire. <p>Comme évoqué au cours de la précédente inspection, des essais visant à optimiser les installations sont réalisés. Par exemple, le positionnement du décanteur lamellaire dans le process épuratoire a été modifié : il intervient désormais en sortie du bassin des eaux claires. Le test est en place depuis environ 10 jours, les effets n'ont pas encore été mesurés.</p> <p>Ces optimisations, même si elles parviennent à améliorer les résultats et fiabiliser le fonctionnement actuel, ne permettront pas de respecter les valeurs limites d'émissions (VLE) applicables à l'entreprise. L'exploitant a souhaité souligner que la valeur limite d'émission en DCO, fixée à 400 mg/l par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2015, est extrêmement contraignante.</p> <p>L'étude conduite par IRH a permis d'identifier 3 solutions envisageables pour améliorer l'actuel ouvrage épuratoire et essayer de respecter les VLE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique de type boues activées et séparation des boues par décantation (utilisation du bassin d'oxygénation comme bassin d'activation, ajout d'un décanteur, conservation des lits filtrants), - traitement biologique de type boues activées et séparation des boues par flottation (utilisation du bassin d'oxygénation comme bassin d'activation, ajout d'un aéroflottateur et d'un traitement physico-chimique, conservation des lits filtrants), - traitement biologique de type BRM (ajout d'un traitement physico chimique préalable, utilisation du bassin d'oxygénation pour le BRM, suppression des lits filtrants). <p>Des essais sont encore nécessaires pour valider les performances.</p> <p>Ces solutions nécessitent des investissements importants, estimés entre 740 k€ et 1620 k€.</p> |

La solution BRM permet d'envisager un recyclage des eaux après épuration pour les réutiliser dans le process. Ce recyclage reste un objectif final pour l'exploitant.

Les techniques par flottation ou décantation peuvent constituer une première étape et ne constituent pas un frein à la mise en place de la solution BRM.

Observations : Les éléments présentés au cours de la visite, et notamment les conclusions de l'étude menée par IRH, permettent de répondre à la demande du précédent rapport d'inspection " transmission des conclusions de l'étude externe visant à déterminer des solutions de traitement sous un délai de 3 mois ".

L'exploitant doit maintenant déterminer la solution de traitement qu'il compte retenir. Considérant les budgets présentés et la nécessité de conduire des essais complémentaires afin de valider les performances, nous proposons à monsieur le préfet de la Loire qu'un délai supplémentaire soit accordé en regard du délai de 6 mois accordé par le précédent rapport d'inspection : le choix de la solution technique et la proposition d'un échéancier de réalisation devront être transmis avant le 30 juin 2023. Les différentes échéances devront être argumentées, elles s'appuieront notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production, le coût des travaux et les capacités de l'entreprise à les financer.

En cas de construction en plusieurs étapes, l'exploitant justifiera les niveaux de performance intermédiaires qui pourront être atteints sur la base d'une analyse technico-économique. De nouvelles valeurs limites d'émissions "intermédiaires" pourront être proposées en fonction des différentes étapes de travaux. Si acceptables, et sous réserve de l'accord du gestionnaire du réseau, l'inspection des installations classées pourra proposer à monsieur le préfet de la Loire de les acter par arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets aqueux, suivi rapport inspection 2022

| |
|--|
| Référence réglementaire : Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022, point de contrôle n°2, non-conformité : Les effluents rejetés après épuration ne respectent pas les valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2015 pour les paramètres MES, DBO5, Cr et Zn. La mise en conformité des rejets est suspendue aux investissements et travaux mentionnés au constat n°1 du présent rapport. Le plan d'action engagé pour l'amélioration de la qualité des effluents rejeté doit être poursuivi. Pour les paramètres visés par le présent constat, il est demandé à l'exploitant de respecter les mêmes engagements de mise en conformité que pour le paramètre DCO faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- transmission des conclusions de l'étude externe visant à déterminer des solutions de traitement sous un délai de 3 mois,- validation de la solution technique et proposition d'un échéancier de réalisation sous un délai de 6 mois. Cette échéance devra être argumentée, elle s'appuiera notamment sur les éventuelles difficultés techniques, les contraintes liées à la production, le coût des travaux et les capacités de l'entreprise à les financer. |
| Constats : Le traitement de la non-conformité visée par ce point de contrôle est commun avec le point de contrôle précédent. Les éléments présentés au cours de la visite permettent de satisfaire la première échéance fixée à 3 mois. Les suites à donner sont identiques à celles mentionnées en observation du point de contrôle n°1 du présent rapport. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Rejets en aluminium, suivi rapport inspection 2022

| |
|---|
| Référence réglementaire : Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022, point de contrôle n°2, observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant analysera le paramètre Aluminium au niveau des rejets de la station d'épuration. L'inspection propose qu'au moins 3 campagnes d'analyses soient réalisées selon une fréquence mensuelle. A partir des résultats, l'exploitant se positionnera sur la nécessité d'introduire ce paramètre dans son autosurveillance. |
| Constats : L'exploitant a mis en place la surveillance du paramètre Aluminium telle que demandée dans le précédent rapport d'inspection. Les premières concentrations mesurées sont : - novembre 2022 : 5 mg/l - décembre 2022 : 6,81 mg/l La valeur limite d'émission fixée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour le paramètre Fe+Al est de 5 mg/l. Une surveillance journalière doit être mise en place dès lors que le flux est supérieur ou égal à 5 kg/j. Non-conformité : Les premiers résultats d'analyses montrent que les rejets en Aluminium sont supérieurs ou égaux à la valeur limite d'émission fixée par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. L'inspection propose que la période initiale d'observation soit prolongée d'une durée de 3 mois selon une fréquence mensuelle. Les résultats de ces nouvelles analyses seront transmis à l'inspection dès réception, en précisant la concentration et le flux rejetés. |
| Observations : L'exploitant doit veiller à prendre compte la gestion de ce paramètre dans le cadre de la mise en conformité générale de l'ouvrage épuratoire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Rétentions, suivi rapport inspection 2022

| |
|---|
| Référence réglementaire : Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022, point de contrôle n°8, non-conformité : Des stockages susceptibles d'entraîner une pollution des sols ou des eaux souterraines sont présents sur site sans être associés à une capacité de rétention. Les actions correctives nécessaires doivent être mises en œuvre sous les délais suivants : - mise en rétention et identification du fût noir : 2 semaines, - mise en rétention du container de floculant : 3 mois (l'exploitant a précisé qu'une rétention spécifique pour permettre une accessibilité au produit dans la zone doit être commandée). |
| Constats : La visite des installations a permis de constater : - les fûts noirs présents lors de la précédente inspection ont été évacués, - absence de fûts sans rétention à proximité de la station d'épuration, - le container de floculant a été placé sur rétention. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Stockage des déchets, suivi rapport inspection 2022

| |
|--|
| Référence réglementaire : Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022, point de contrôle n°9, non-conformité : Un big-bag filtrant contenant les boues provenant des bio-filtres est positionné en dehors de la zone aménagée pour la collecte des égouttures. L'exploitant s'est engagé à le déplacer sans délai. L'exploitant précisera sous un délai de 3 mois les dispositions prises pour éviter que ce genre de situation se reproduise. |
| Constats : Par courrier électronique du 1er décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir fait un rappel des règles au personnel en charge de l'exploitation de la station d'épuration et mis en place une surveillance par le service maintenance de l'entreprise. La visite des installations a permis de constater un positionnement correct des big-bags au niveau de la zone spécialement aménagée pour collecter les égouttures. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Vanne d'obturation des réseaux, dépotage soude, suivi rapport inspection 22

| |
|---|
| Référence réglementaire : Rapport du 18/11/2022, point de contrôle n°10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Obturation des réseaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022, point de contrôle n°10, observation : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant veillera à : - renouveler l'affichage de la procédure, - dégager l'accès à la vanne d'obturation des réseaux afin qu'elle soit facilement accessible. |
| Constats : Par courriel du 1er décembre 2022, l'exploitant, au travers de son plan d'actions, avait indiqué avoir bien pris en compte la demande de l'inspection. La visite des installations a permis de constater : - l'affichage de la procédure de dépotage a été renouvelé, - l'accès à la vanne d'isolement a été amélioré (la haie a été taillée). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |